

La victoire: Le 9 mai 1945 dès le matin, dans tout le pays, depuis les haut-parleurs des maisons et des logements communautaires, des gares, des places, des ateliers d'usines et des vestibules, la nouvelle longtemps attendue se fit entendre : la guerre était finie !

« Camarades ! Compatriotes ! » Staline s'adressait au pays. « Le grand jour de la victoire sur l'Allemagne est arrivé. L'Allemagne fasciste, mise à genoux par l'Armée rouge et par les troupes de nos alliés, a reconnu sa défaite et annoncé sa capitulation inconditionnelle.

« Le 7 mai fut signé, dans la ville de Reims, le protocole préliminaire de capitulation. Le 8 mai, les représentants du Haut commandement allemand, en présence des délégués du Commandement suprême des troupes alliées et du haut commandement des troupes soviétiques, ont signé à Berlin l'acte final de la capitulation, qui entra en vigueur à minuit ce même 8 mai....

« Nous pouvons maintenant déclarer en toute certitude qu'est venu le jour historique de la destruction définitive de l'Allemagne, le jour de la grande victoire de notre peuple sur l'impérialisme germanique.

« Les nombreuses victimes que nous avons sacrifiées au nom de la liberté et de l'indépendance de notre pays, les privations incalculables et les souffrances supportées par notre peuple au cours de la guerre, le travail soutenu à l'arrière et sur le front, offerts à l'autel de la Patrie, n'ont pas été



vains et ont été couronnés par la victoire complète sur l'ennemi. La lutte séculaire des peuples slaves pour leur existence et leur indépendance s'est terminée par la victoire sur les envahisseurs allemands et la tyrannie allemande...

« Il y a trois ans, Hitler a publiquement affirmé que le démembrement de l'Union soviétique et le détachement de celle-ci du Caucase, de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la région baltique et d'autres territoires comptaient parmi ses tâches. Il a déclaré ouvertement : « Nous anéantirons la Russie de façon à ce que jamais elle ne puisse se relever ». C'était il y a trois ans. Mais les idées saugrenues d'Hitler ne devaient pas se réaliser : la guerre les a réduites en poussière. Au lieu de cela, quelque chose de directement opposé à ce sur quoi les hitlériens déliraient est survenu. L'Allemagne a été battue à plate couture, les troupes allemandes capitulent. L'Union soviétique célèbre la victoire, bien qu'elle ne se prépare ni à dépecer, ni à anéantir l'Allemagne.

« Camarades ! La Grande Guerre patriotique s'est terminée par notre victoire complète. La période de guerre en Europe a pris fin, et celle du développement de la paix a commencé.

« À votre victoire, mes chers compatriotes !

« Gloire à notre héroïque Armée rouge, qui a défendu l'indépendance de notre Patrie et qui a remporté la victoire sur l'ennemi ! Gloire à notre grand peuple, au peuple vainqueur ! Gloire éternelle aux héros qui sont



tombés au combat et ont donné leur vie pour la liberté et le bonheur de notre peuple!¹ »

Suivait l'ordre du Commandant suprême, le maréchal Staline, dans lequel étaient annoncés la capitulation inconditionnelle des forces armées allemande, le 8 mai 1945, ainsi que le fait que la Grande Guerre patriotique, menée par le peuple soviétique contre les envahisseurs fascistes, avait victorieusement pris fin.

Le Commandant suprême félicitait les troupes de l'Armée rouge et de la flotte pour cette victoire, de même que les sergents, les adjudants, les officiers de l'armée et de la flotte, les généraux, les amiraux et les maréchaux. Il ordonnait de souligner solennellement cette victoire complète sur l'Allemagne, le 9 mai, Jour de la Victoire, à 22 heures, par une salve de 30 coups, tirés de mille pièces d'artillerie des héroïques troupes de l'Armée rouge et de la marine de guerre.

L'ordre se terminait par une déclaration de gloire éternelle aux héros tombés au combat, pour la liberté et l'indépendance de notre Patrie, et par un toast en l'honneur de la victorieuse Armée rouge et de la flotte de guerre².

Commençait une ère de paix. En vérité, l'Union soviétique devait remplir ses obligations face à ses alliés, et trois mois après la destruction de l'Allemagne, entrer en guerre contre le Japon. Mais la guerre à venir en Extrême-Orient ne pouvait être comparée à la guerre contre l'Allemagne.



Au nombre des immenses problèmes à résoudre pour rétablir les bases de la vie en temps de paix se trouvait celui, primordial, de la démobilisation de l'armée. En mai 1945, le nombre de soldats des forces armées s'élevait à 11 365 000 personnes³.

Le 21 mai 1945 les commandants de front et des différentes armes furent convoqués à Moscou. Ils devaient participer à une conférence chez le Commandant suprême, portant « Sur la démobilisation et la réorganisation de l'Armée rouge ». La conférence débuta à 7 heures du soir. C'est la première fois ici que des informations concernant cette conférence sont publiées.

Staline, s'adressant aux participants de cette conférence, affirmait que la démobilisation ne pouvait pas être générale ; non seulement parce que cela n'était pas permis par la situation actuelle, mais aussi parce que les transports accomplissaient d'autres tâches... La démobilisation devait toucher, en premier lieu, les troupes de la défense antiaérienne et de la cavalerie. Staline déclara qu'elle ne pouvait concerner les troupes blindées et la marine de guerre. « Elle touchera, dans une certaine mesure, l'armée de l'air, et ne concernera pratiquement pas l'artillerie, c'est-à-dire l'artillerie de campagne », affirmait le commandant.

Les forces d'infanterie devaient être réduites de manière significative. La démobilisation devait concerner 40-60 % de ses effectifs, à l'exclusion



des troupes de l'Extrême-Orient et de celles des régions du Baïkal et du Caucase⁴.

Staline revint à la question des forces qui ne devaient pas être réduites. « Les unités blindées, non seulement ne doivent pas être réduites, mais elles doivent même être accrûes. Nous voulons développer la contre-artillerie. Augmenter les forces de trois divisions jusqu'à au moins 15⁵. »

Les paroles de Staline concernant la démobilisation méritent une analyse particulière et méticuleuse. Derrière celles-ci se cachent ses perceptions en ce qui concerne les relations avec les Alliés et les futures menaces militaires en Europe. Les remarques de Staline sur la démobilisation, qui doit toucher en premier lieu la défense anti-aérienne et la cavalerie, sont fondamentales. En ce qui concerne la cavalerie, tout est clair. Cette arme était déjà devenue un évident anachronisme. Mais ses paroles au sujet de la réduction des forces antiaériennes permettent d'affirmer que Staline ne considérait pas comme adversaires potentiels les forces aériennes des États-Unis et du Royaume-Uni, dont la force de frappe était constituée par la flotte de bombardement. En témoignent de même ses intentions de diminuer légèrement les forces aériennes soviétiques.

Staline avait l'intention, non seulement de conserver, mais encore d'accroître les forces blindées et l'artillerie au sein de l'Armée rouge. Ces propositions s'expliquaient partiellement par la guerre prochaine avec le Japon, dans laquelle l'Armée rouge utilisera avec succès ses unités



blindées. Cependant, je crois qu'on voulait confier aux unités blindées un rôle de police militaire dans la zone d'occupation soviétique, où existait la menace d'une rébellion des militaires fascistes, de même que des mouvements antisoviétiques. Dans ces situations, les tanks seraient « le dernier argument ».

Il convient aussi de souligner qu'on ne planifiait pas de réduction de troupes au Caucase. Nous y reviendrons plus loin.

Cependant, au sens politique, la décision la plus importante consistait dans la réduction de l'infanterie de 40 à 60 %. L'infanterie, c'est avant tout la paysannerie. Celle-ci, qui a vécu dans le même milieu depuis plusieurs décennies, qui a survécu au choc de la dékoulakisation, qui est passée, dans les rangs de l'Armée rouge, à travers les terres d'États encore récemment indépendants (Lettonie, Lituanie, Estonie), a vu comment vivent les paysans de Pologne, de Prusse orientale, de Hongrie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, d'Allemagne et d'Autriche. Les soldats soviétiques ont pillé les Allemands et leurs alliés, ils ont rencontré les troupes alliées, américaines, anglaises, françaises, et ils se sont initiés ainsi aux problèmes de la « grande politique ».

Ces paysans à qui, pendant quinze ans, on avait enfoncé dans la conscience que l'ordre kolkhozien était la voie vers la prospérité et que le sort de la paysannerie des kolkhozes était le plus heureux qui soit, ces vainqueurs — soldats ordinaires, sergents, officiers — ont vu une tout



autre réalité. Ils ont vu des paysans vivant dans de grandes maisons avec des planchers vernis et des tapis et dont le bétail domestique est logé dans des étables sèches, construites en pierres. De plus, dans la cuisine, en campagne, quelque part en Allemagne ou en Tchécoslovaquie, on trouve plus de prises électriques que dans les ateliers des kolkhozes.

Les soldats et les officiers de l'armée, victorieux, ne pouvaient pas ne pas réfléchir : « Mais comment sera la vie après la guerre ? » Plusieurs parmi eux étaient persuadés que Staline supprimerait les kolkhozes après la guerre, que cela serait l'expression de sa reconnaissance envers les paysans-soldats pour leur héroïsme pendant la guerre. Au CC du VKP(b) arrivaient de nombreuses informations à propos « des rumeurs de liquidation des kolkhozes... se répandant maintenant largement parmi les kolkhoziens » (oblast de Koursk). Les paysans de la région de Pskov demandaient aux travailleurs du Parti : « Les kolkhozes seront-ils bientôt démantelés ? » « Tous attendent que l'armée soit renvoyée à la maison, que les kolkhozes soient supprimés » (oblast de Penza)⁶. Comme l'a établi A. Zoubkov, dans tout le pays — de Pskov et Voronej, jusqu'au Baïkal — se répandaient des rumeurs à l'effet qu'« en Amérique, on dit avoir pris la décision de liquider les kolkhozes et c'est pourquoi Molotov a quitté la conférence de San Francisco », « l'Amérique et l'Angleterre ont présenté à notre gouvernement un ultimatum : ou vous liquidez les kolkhozes, ou nous ferons la guerre à la Russie⁷. » Ces rumeurs présentaient un caractère étonnamment stable et reflétaient une caractéristique sociopsychologique



importante de l'humeur des soldats démobilisés et des kolkhoziens. De semblables attentes antikolkhoziennes étaient aussi observées parmi le corps des officiers⁸.

Revenons cependant à la conférence au Kremlin. Cette conférence de Staline avec les commandants se poursuivit le lendemain, le 22 mai. Poursuivant son monologue, Staline rappela le début de la guerre. Selon ses paroles, les troupes de première ligne, au début de la guerre, n'étaient pas entièrement mobilisées. Il n'y avait que 3 000 à 4 000 hommes par division⁹.

Ce rappel de Staline du début de la guerre n'était pas accidentel. Ce n'était peut-être pas le cas de tout le monde, mais les commandants se souvenaient parfaitement, et du pacte Ribbentrop-Molotov, et du « Message de TASS » du 13 juin 1941, où l'on affirmait que « L'Allemagne... respecte scrupuleusement les conditions du pacte de non-agression soviéto-germanique ». Ils se souvenaient aussi que, lorsqu'on rapporta à Staline, à 4 heures 30 du matin le 22 juin 1941, le début de l'offensive allemande, il déclara : « C'est une action de provocation des militaires allemands, n'ouvrez pas le feu, pour ne pas provoquer des manœuvres plus vastes ». Les commandants se rappelaient de même de l'exécution du Haut commandement du front occidental dans les premiers jours de la guerre, « pour avoir déshonoré le titre de commandant par poltronnerie..., pour incompétence, pour le désordre dans la gestion des troupes, pour s'être rendu à l'adversaire sans combat et pour l'abandon de ses positions



sans autorisation. »ⁱ. Staline réduisait ainsi l'explication de la tragédie du début de la guerre à des raisons de techniques militaires, expliquant que les divisions n'étaient pas à leur pleine capacité.

Staline poursuivit alors sur la question de la démobilisation de l'armée. Il indiqua aux commandants qu'au cours de la démobilisation, les officiers et les combattants ne devaient pas être libérés les mains vides et qu'il fallait distribuer des appareils de radio, des bicyclettes et d'autres objets, en plus d'organiser la vente de marchandises diverses¹⁰. Comment distribuer ? À partir de quelles réserves de biens ? Comment organiser cette distribution par le biais d'un appareil économique n'existant pas ? Derrière les paroles de Staline se trouve à peine dissimulée la permission d'un « auto-approvisionnement », et pour l'essentiel, l'autorisation aux soldats de piller la population locale, tentative de corrompre ainsi une

ⁱ Lors d'un interrogatoire, le commandant du front occidental, le général d'armée et héros de l'Union soviétique, D.G. Pavlov, expliqua pourquoi il n'avait pas entrepris d'actions préventives. Il déclara qu'à une heure du matin le 22 juin, on le convoqua à l'état-major du front pour une conversation téléphonique avec le commissaire du peuple à la Défense. À une question du maréchal Timochenko (Quelle est la situation à la frontière ?), Pavlov déclara qu'une activité inquiétante avait été observée de l'autre côté de la frontière. « Soyez calmes et ne paniquez pas », avait répondu à Pavlov le commissaire du peuple à la Défense. « Peut-être qu'il se produira quelque chose de désagréable, mais faites attention et ne répondez à aucune provocation. Si une telle provocation a lieu, téléphonez. » Sur ce, la conversation prit fin. Deux heures et demie plus tard, l'Allemagne envahissait l'URSS.



partie des démobilisés, afin d'adoucir le mécontentement potentiel du soldat revenant à la maison.

Lors de ces rencontres avec les commandants, on prit de même des dispositions concernant la préparation des hostilités avec le Japon.

Staline proposa également de tenir à Moscou une Parade de la Victoire et d'y inviter les héros les plus remarquables — soldats, sergents, adjudants, officiers et généraux. Les commandants, si on en croit les souvenirs du maréchal Joukov, étaient convaincus que le commandant en chef suprême, Staline, devait prendre part à la Parade de la Victoire¹¹. Il fut confié au chef de l'état-major, le général A.I. Antonov, le soin de préparer le défilé.

S'étendant sur quelques jours, la conférence du commandant en chef suprême et des chefs de l'Armée rouge prit fin lors d'une réception au Kremlin, le soir du 24 mai. C'est à cette réception que Staline prononça un toast remarqué, derrière lequel, sans l'ombre d'un doute, on peut discerner le produit de ses longues réflexions et de ses craintes. « Notre gouvernement a fait de nombreuses erreurs, nous avons connu des situations désespérées en 1941 et 1942 », disait Staline. « ...Un autre peuple aurait pu dire au gouvernement : vous n'avez pas justifié nos attentes, partez, nous mettrons en place un autre gouvernement, qui conclura la paix avec l'Allemagne et assurera notre quiétude. Mais le peuple russe n'a pas agi ainsi... Et c'est cette confiance du peuple russe envers le



gouvernement soviétique qui se révéla être la force décisive, qui a permis cette victoire historique sur l'ennemi de l'humanité, sur le fascisme. Merci à lui, à ce peuple russe, pour cette confiance¹² ! »

Staline se représentait sainement cette relation du peuple avec le pouvoir. Encore en septembre 1941, il déclarait à l'ambassadeur américain A. Harriman : « Nous n'avons aucunement l'illusion qu'ils (les Russes) luttent pour nous. Ils luttent pour la Mère-Russie¹³... »

Lui, le commandant en chef suprême, le président du Sovnarkom de l'URSS et le secrétaire du CC du VKP(b), a ressenti la peur et le désarroi dans les premières années de la guerre, la surprise et le doute envers l'endurance du peuple russe, qui a supporté les terribles privations de la guerre mondiale, mais qui ne s'est pas débarrassé d'un gouvernement qui a fait tant d'erreurs. Il parla à ce moment de sa reconnaissance envers le peuple russe. Mais on sent derrière ces mots que la confiance n'est pas infinie, que le peuple russe est potentiellement dangereux pour le pouvoir.

Revenons cependant aux mémoires du maréchal Joukov : « Je ne me rappelle pas exactement quand, le 18 ou le 19 juin il me semble, le Commandant suprême m'a convoqué chez lui à sa datcha.

« Il m'a demandé si je n'avais pas désappris à monter à cheval.

— Non, je n'ai pas désappris.

— Alors, vous devrez présider la Parade de la Victoire. Rokossovski commandera le défilé.



« J'ai répondu :

— Merci pour un tel honneur, mais ne serait-il pas mieux que vous présidiez la Parade ? Vous êtes le commandant en chef suprême, vous avez le droit et le devoir de présider le défilé.

« Et Staline répondit :

— Je suis déjà vieux pour présider des défilés. Faites-le, vous êtes plus jeune¹⁴. »

Ce texte se trouve dans un recueil de mémoires soigneusement revu par les censeurs soviétiques. Un important épisode fut retiré de ces mémoires de Joukov :

« En me disant au revoir, il (Staline — R.P) a fait remarquer, il me semble, non sans allusion : *Je vous conseille de présider le défilé sur le cheval blanc que vous montrera Boudienny...*

« Le lendemain, je me suis rendu à l'aérodrome central pour regarder comment se déroulait l'entraînement pour le défilé. Là, j'ai rencontré le fils de Staline, Vassili. Il m'a pris à partie et m'a raconté une histoire intéressante.

— Je vous le dis en secret. Mon père se préparait à présider la Parade de la Victoire. Mais il s'est produit un incident curieux. Le troisième jour pendant la chevauchée, mon père, qui ne sait pas se servir des éperons, s'est fait trimballer par le cheval dans le manège. Mon père a saisi la crinière, il a tenté de se retenir sur la selle, mais n'y est pas parvenu et est



tombé. En tombant, il s'est contusionné l'épaule et la tête et lorsqu'il s'est relevé, il a craché et a dit : *Que Joukov préside la Parade, c'est un cavalier d'expérience.*

— Mais sur quel cheval ton père s'entraînait-il ? — ai-je demandé à Vassili.— Sur le cheval blanc arabe, sur lequel il vous a conseillé de présider le défilé.

« Je vous demande seulement de nouveau de ne le dire à personne, a répété Vassili.

« Et jusqu'ici je n'en ai parlé à personne. Cependant, de nombreuses années ont passé et je pense qu'il est maintenant possible de raconter cet incident¹⁵...»

Selon les souvenirs de S.M. Chtiemienko, qui était alors le chef de la direction opérationnelle de l'état-major général, Staline donna instruction de préparer le défilé en l'honneur de la Victoire peu de temps après le 9 mai¹⁶. À la conférence, le Commandant suprême n'a que « vocalisé » une décision déjà prise et déjà accomplie. Le 24 mai, le chef de l'état-major général, A.I. Antonov, publia une directive dans laquelle était prévu en détail le déroulement de la tenue de la Parade de la Victoire. On n'y trouvait pas seulement des renseignements sur ceux qui devaient présider et commander le défilé¹⁷.



L'entraînement équestre de Staline se termina, on l'a vu précédemment, par un échec. Cet homme de 66 ansⁱⁱ, avec une main gauche mutilée depuis l'enfance et qui, de surcroît, ne savait pas monter à cheval, ne pouvait pas présider la Parade selon la vieille tradition russe, c'est-à-dire de haut. Mais Staline comprenait parfaitement que celui qui présiderait la Parade de la Victoire serait « voué » à une gloire éternelle en Russie. C'est pourquoi il a choisi soigneusement celui qui devait présider le défilé. La candidature de Joukov était probablement incontournableⁱⁱⁱ.

Il existe une légende persistante, qui d'ailleurs n'est pas confortée par les sources documentaires, selon laquelle Staline proposa la présidence du

ⁱⁱ I.V. Djougatchvili-Staline, si on se réfère au registre des naissances, baptêmes et décès de l'église Goritskaïa Ouspenskaïa Sobornaïa, est né le 6 décembre 1878 et fut baptisé le 17 décembre 1878. Plus tard (à partir de 1921) Staline reporta sa naissance en 1879. La raison de ce changement n'est toujours pas claire aujourd'hui Voir Китаев И., Мошков Л., Чернев А.. Когда родился Сталин//Известия ЦК КПСС, 1990, N11.

ⁱⁱⁱ Les vieux cavaliers, les maréchaux S.M. Boudienny, K.E. Vorochilov et Timochenko n'accomplirent rien de glorieux pendant la Grande Guerre patriotique et restèrent des héros de la guerre civile. Le maréchal A.M. Vassilevski, adjoint de Staline au commissariat du peuple à la Défense qui dirigea le Quartier Général pendant la majeure partie de la guerre, de même que G.M. Boulganine, général « politique » et « civil » ne pouvait pas effectuer la revue de l'armée, et pas seulement à cause de leur « non-constitution » de cavalier : Staline renvoya Vassilevski de son poste de chef d'État-major dans les derniers mois de la guerre et l'expédia commander le 3^e front biélorusse afin de ne pas avoir à partager ses lauriers de vainqueur avec lui. Quant à Boulganine, il n'occupait à cette époque aucun poste de commandement indépendant.



défilé au maréchal Koniev, commandant à la fin de la guerre du premier front d'Ukraine. Au cours des derniers mois de la guerre, il existait une rivalité mal dissimulée entre Joukov et Koniev. Ce dernier était évidemment jaloux de la gloire de Joukov et ce sentiment s'est maintenu pendant des décennies. La proposition de Staline à cet effet est tout à fait vraisemblable. Selon la légende familiale des Koniev, le maréchal refusa cette proposition parce que sa vue était mauvaise et qu'il ne pouvait pas diriger le cheval sans lunettes. Ivan Stépanovitch ne pouvait se résoudre à commander le défilé en lunettes¹⁸.

La défaite des vainqueurs. Les généraux. Staline n'a jamais fait confiance aux militaires, pas même à ceux qui étaient ses exécutants zélés. Le NKVD et ses successeurs – NKGB, MGB^{iv}, MVD – menaient enquête sur presque chacun des grands chefs militaires. Ainsi, dès 1925 fut installé un dispositif d'écoute dans la demeure de S.M. Boudienny. En ce qui concerne le maréchal K.E. Vorochilov, son proche entourage et ses parents étaient continuellement sous observation et les résultats en étaient rapportés à Staline lui-même. Le principal maréchal d'artillerie, N.N. Voronov, fut sous enquête permanente à partir de 1938 et ce fut le cas du maréchal Timochenko à partir de 1942. L'enquête secrète « le nœud », opération du

^{iv} Ministerstvo Gosoudarstvennoï Bezopastnosti : ministère de la Sécurité d'État (note du traducteur).



NKVD contre Joukov, fut lancée dès 1939. L'appartement et la maison de campagne du maréchal furent truffés de dispositifs d'écoute¹⁹.

Bientôt, après la Parade de la Victoire, Joukov fut nommé au poste de commandant en chef du Groupe d'Armées soviétiques en Allemagne et chef de l'administration militaire soviétique. Il s'agissait d'une fonction militaro-politique et supposait des contacts étroits avec les alliés occidentaux. Joukov prit part aux travaux de la conférence de Potsdam en juillet 1945. Le chef de l'administration militaire soviétique entretenait des contacts constants avec ses collègues, les commandants en chef des troupes d'occupation : le général d'armée Eisenhower pour les États-Unis, le maréchal Montgomery pour le Royaume-Uni et le général de corps Koenig pour la France.

L'ensemble des questions dont il avait à s'occuper à ce poste était immense. Une importante place de son activité était occupée par les questions liées à l'organisation du désarmement militaro-industriel et aux réparations. À ce poste, il agissait de façon décisive et énergique, n'ayant pas peur de défendre sa position face aux autorités de Moscou et aux Alliés. Un important témoignage des activités de Joukov à ce poste nous a été laissé par C.I. Koval, assistant du chef de l'administration militaire soviétique en Allemagne et chef de la délégation soviétique du Conseil de contrôle du Directoire économique. Il se souvient qu'à sa plainte à l'endroit de l'assistant du commissaire du peuple aux Affaires étrangères, A.I. Vychinski, qui n'avait pas préparé les documents nécessaires concernant



l'appareil de direction économique de la zone soviétique d'occupation, Joukov répondit :

— Mais qu'attendais-tu de ce procureur rouge de Vychinski, qui a légalisé le principe de responsabilité collective : le fils répondant pour le père, le père pour le fils, les frères l'un pour l'autre, et ainsi de suite, et en vertu duquel des centaines de gens innocents ont été expédiés dans l'autre monde²⁰ ?

À une autre occasion, pendant l'une des premières séances du Conseil de contrôle, on examina la question des corridors aériens. « Lors de cette séance », se souvient Koval, « le commandant des forces aériennes des États-Unis en Allemagne s'exprima ainsi :

— Nous, les Américains, nous volerons en Allemagne là où nous voulons . Ce à quoi répondit Joukov :

— Dans votre zone, vous volerez comme vous l'entendez, mais en ce qui concerne l'Allemagne de l'Est, vous volerez là où je le permettrai ». Et ayant sorti une carte où deux corridors étaient tracés – celui de l'entrée dans Berlin et celui de la sortie, il l'a plaça sur la table, près du général. Puis il a ajouté : « Montgomery peut garder dans sa zone 90 000 soldats et officiers allemands non démobilisés, alors pourquoi ne pourrais-je pas définir les corridors aériens de ma zone²¹ ? »

Joukov était soutenu par ses camarades et ses subordonnés. Il entretenait des relations assez proches, sans être franchement amicales,



avec l'homme qui devait garder un œil sur le maréchal, l'adjoint au chef de l'administration militaire, le général-colonel I.A. Serov, muté à ce poste depuis ces fonctions de substitut du commissaire du peuple de l'URSS aux Affaires intérieures²². Joukov, selon certaines sources, espérait que Serov soit nommé au poste de ministre de la Sécurité d'État. Joukov espérait lui-même une nomination au poste de ministre des Forces armées de l'URSS²³.

Joukov, en tant qu'importante figure politique, suscitait une attention particulière dans la presse occidentale. A.A. Danilov et A.V. Pyjikov, spécialistes de l'histoire de l'URSS dans l'après-guerre, ont relevé certains faits curieux : en automne 1945, dans le journal *Chicago Tribune*, fut publié un texte qui déclarait que « à Moscou se déroule une lutte de coulisse acharnée pour le pouvoir, entre le maréchal Joukov et le ministre des Affaires étrangères, Molotov, qui tentent de s'emparer de la position dictatoriale de Staline²⁴ ». La presse américaine annonça la préparation d'une visite de Joukov à Washington avant la fin de l'année, puis le report de celle-ci, sur ordre de Staline, à une date indéterminée. Apparaissait ensuite le nom de Joukov à côté de celui de Boulganine, comme candidats potentiels à la succession de Staline²⁵.

Cette information fut rapportée comme il se doit au « maître », comme on nommait Staline dans le jargon du Kremlin.

Reste à savoir s'il ne s'agissait ici que de conjectures journalistiques ou bien si cette publication n'était pas en fait une provocation des services



secrets occidentaux, visant à pousser Staline à retirer à Joukov son poste de Chef de l'administration militaire soviétique en Allemagne. L'assistant de Joukov, C.I. Koval, était convaincu que Joukov, avec son immense autorité auprès des Alliés et détenteur des plus hautes décorations de l'Angleterre et des États-Unis, constituait une force politique indépendante capable de freiner les tendances négatives qui allaient croissant dans les relations entre les Alliés et l'URSS²⁶.

En mars 1946, Joukov fut brusquement convoqué à Moscou. Là l'attendait une nouvelle tâche, celle de commandant en chef des troupes terrestres et de vice-ministre des Forces armées. Au demeurant, Joukov occupa ces postes brièvement, jusqu'en juin 1946. À ce moment, sans comprendre lui-même pourquoi, le maréchal se retrouva au centre d'une campagne politique punitive.

La deuxième moitié de 1945 fut utilisée pour réunir des documents compromettants à l'endroit de toute une série de représentants du Haut commandement. Le « metteur en scène » immédiat de cette affaire était Staline lui-même. Le travail d'organisation de celle-ci fut confié à A.A. Kouznetsov, un ancien secrétaire du gorkom de Leningrad, nommé le 18 mars 1946, lors du plénum du VKP(b), membre de l'Orgburo, secrétaire du CC, chef du département des cadres et « curateur » des organes de sécurité²⁷. Le nouveau ministre des Forces armées de l'URSS, N.A. Boulganine, le vice-président de la Commission de contrôle du Parti, M.F. Chkiriatov, de même que V.S. Abakoumov, nommé en mai 1946, dans la



foulée de l'affaire dite « des aviateurs », ministre de la Sécurité d'État, acceptèrent aussi de participer directement à cette campagne. La responsabilité du « Smerch »^v, que dirigeait auparavant Abakoumov, fut alors transférée du ministère des Forces armées de l'URSS au MGB.

Par ailleurs, l'utilisation du « scénario 1937 » pour la répression à l'endroit de Joukov ne semblait pas possible, du moins dans les formes qu'il avait revêtues à la fin des années 30. Il fallait une préparation plus sérieuse et une campagne systématique de discrédit du maréchal.

Les juges d'instruction du « Smersh » élaborèrent trois objectifs principaux : premièrement, recueillir des données compromettantes sur le maréchal, deuxièmement, démasquer les « traîtres » dans l'aviation et dans l'industrie militaire et troisièmement, mettre en évidence les liens entre les acteurs militaires et politiques.

^v Смерть шпионам : Mort aux espions, organisation de contre-espionnage pendant la guerre (note du traducteur).